

Financement de la gestion des déchets

Kremena Ionkova

Responsable mondial
pour la gestion des
déchets solides et la
circularité

Banque Mondiale

Plateforme Africaine
pour des Villes Propres

Août 2025, Yokohama

Role and function	Central government tier	Local government tier	Intermediate tier
Financing			
Operational financing	The operational financing of waste management services is primarily a local responsibility. Nevertheless, many countries support operations at the local level via transfers from the state budget or from other sources of public finance. EPR is also a key potential revenue source.	Primary responsibility for financing waste management services sits with the local level. Funding can be provided from earmarked local taxes, service fees or direct transfers from the local budget.	In some countries funding support for operational expenditures is provided via intermediate level government transfers to local authority budgets.
Setting fees and tariffs	The rules for setting tariffs for waste management services are usually defined at national level.	Local government has responsibility for determining and levying user charges (tariffs), assessing their affordability to users, and deciding on the appropriate mix (if any) of user charges and budget transfers needed to operate the services on an affordable and sustainable basis.	In some countries the fees applied at local level are regulated at regional level.
Capital finance for development of waste infrastructure and purchase of equipment and vehicles	Central government will often provide grant support to part finance municipal investments in waste management infrastructure. Support can be in the form of transfers from the state budget or financing through various state managed programs or funds	Local authority has prime responsibility for funding capital infrastructure but will often do this by seeking support from intermediate tier or central government and/or through private investment.	Intermediate level government often provides support towards capital intensive waste management projects.

Rôles et responsabilités institutionnels dans le financement de la gestion des déchets solides

Définir les coûts : une première étape pour obtenir un financement

- Les municipalités doivent connaître le coût total de fonctionnement de leurs systèmes de gestion des déchets solides et des différents éléments qui les composent.
- Les conseils municipaux sont plus enclins à approuver les demandes d'augmentation des allocations budgétaires et des tarifs lorsqu'elles s'appuient sur une analyse complète des coûts. Si les coûts ne sont pas connus, les budgets sont susceptibles d'être attribués en fonction des allocations de fonds antérieures et des ressources municipales disponibles.
- Les informations sur les coûts sont nécessaires pour planifier la stratégie et les services futurs, préparer des budgets d'investissement et de fonctionnement réalistes, définir la portée du recouvrement des coûts par le biais des redevances d'utilisation et évaluer les implications financières de la participation du secteur privé à la prestation de services.
- Sans connaître le coût total des services de base, il est difficile de planifier les améliorations du système. Cela permet de calculer les coûts unitaires et de comparer sans ambiguïté les coûts entre différents systèmes. Ce n'est qu'alors que les municipalités peuvent établir les coûts supplémentaires des nouveaux investissements et opérations prévus.
- Une fois que l'on connaît le coût total, on peut établir les recettes annuelles nécessaires pour couvrir ces coûts et estimer les tarifs indicatifs pour les utilisateurs.

Généralement observé dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire

- La plupart des municipalités ne connaissent pas le coût total de leurs services.
- Les municipalités consacrent 80 à 90 % des fonds disponibles à la collecte des déchets, au transport, au nettoyage des déchets sauvages et au balayage, et très peu au traitement et à l'élimination des déchets.
- L'accent est fortement mis sur les besoins en dépenses d'investissement pour les équipements et les infrastructures, et on sous-estime le fait que les dépenses de fonctionnement sont presque toujours supérieures aux coûts d'investissement annualisés, les estimations montrant qu'elles représentent 70 % ou plus du budget total nécessaire.
- Il est plus facile de mobiliser des fonds pour financer des investissements que de générer ceux nécessaires pour couvrir les besoins opérationnels récurrents du système.
- **À l'inverse, l'expérience montre que lorsque les villes ont obtenu des flux financiers permettant de couvrir de manière prévisible et fiable les coûts de fonctionnement de la prestation de services de bout en bout, les capitaux privés prêts à travailler en tant que prestataires de services et à investir ne manquent pas.**

Sources et financement global

Sources de financement opérationnel :

- **Redevances d'utilisation** (y compris celles provenant des activités commerciales)
- **Recettes municipales générales** (principalement l'impôt foncier, mais aussi les transferts généraux provenant de l'État)
- Transfert central (affecté aux déchets)
- Autres (recettes provenant de la vente d'électricité, de chaleur, de matières recyclables, de RDF, etc.)

Financement total accordé au secteur :

- Indicateur puissant de ce **que le secteur sera susceptible de pouvoir se permettre à l'avenir**

Comparaisons :

- Dépenses publiques seules : 0,4 % du PIB dans l'UE contre 0,1 % pour les eaux usées, la lutte contre la pollution, la protection de la biodiversité et la R&D
- ~10 % des budgets municipaux dans les pays à faible revenu ; 4 % dans les pays à revenu élevé

Choix politiques concernant le financement du secteur

- Faut-il appliquer **le principe du pollueur-payeur** et dans quelle mesure ? La plupart des pays visent à couvrir les dépenses d'exploitation par des redevances d'utilisation.
- Faut-il mettre en place un **mécanisme de tarification traditionnel** (stabilité des recettes) ou un **mécanisme de tarification basé sur la quantité** (incitations à minimiser la production de déchets et à trier les déchets pour le recyclage) ?
- Faut-il percevoir les **redevances d'utilisation directement ou confier cette fonction à des prestataires de services tiers** ? Les deux méthodes existent, mais la facturation et la perception directes par les municipalités sont généralement préférables.
- Quel **soutien apporter aux ménages à faibles revenus ou vulnérables**. Les redevances d'utilisation doivent être calibrées en fonction du pouvoir d'achat moyen et les ménages à faibles revenus doivent bénéficier d'une aide ciblée.
- Faut-il appliquer la **TVA (taxe sur la valeur ajoutée)** . Certains pays exonèrent les services de gestion des déchets de la TVA ou leur appliquent un taux nul.
- **Comment desservir les entités juridiques/commerciales**. Certaines municipalités confient entièrement la collecte des déchets des entités juridiques au secteur privé. D'autres offrent des services, tirant parti des économies de contiguïté, en concurrence avec les entreprises privées. D'autres encore fournissent le service à la fois aux ménages et aux entités juridiques et subventionnent les ménages.
- Faut-il introduire **une redevance distincte et officielle pour couvrir les coûts au-delà de la collecte primaire** dans les cas où la collecte primaire des déchets est assurée moyennant une redevance en dehors du système public ?

Accessibilité financière

- Accessibilité financière : capacité des ménages à payer les services de gestion des déchets.
- Mesure de l'accessibilité financière : part du revenu mensuel moyen des ménages que ceux-ci pourraient raisonnablement consacrer aux services de gestion des déchets.
- Seuil d'accessibilité financière internationalement accepté : 1 % du revenu moyen des ménages (entre 0,7 % et 1,5 %).
- Utilisé pour déterminer le montant indicatif du tarif maximal.
- **Observé dans les pays à faible revenu : les tarifs publics sont souvent bien inférieurs aux niveaux d'accessibilité financière, mais les paiements versés aux collecteurs primaires en dehors du système public oscillent autour du seuil d'accessibilité financière.**
- Des variations considérables entre le décile le plus élevé et le décile le plus bas sont probables dans les pays où les inégalités de revenus sont importantes.
- Dans la plupart des pays à revenu élevé, les coûts de gestion des déchets sont inférieurs à 1 %, mais dans les pays à faible revenu, le seuil d'accessibilité financière a une plus grande pertinence et une plus grande influence : l'extension future du service ou une méthode de traitement coûteuse pourraient rendre le service inabordable.

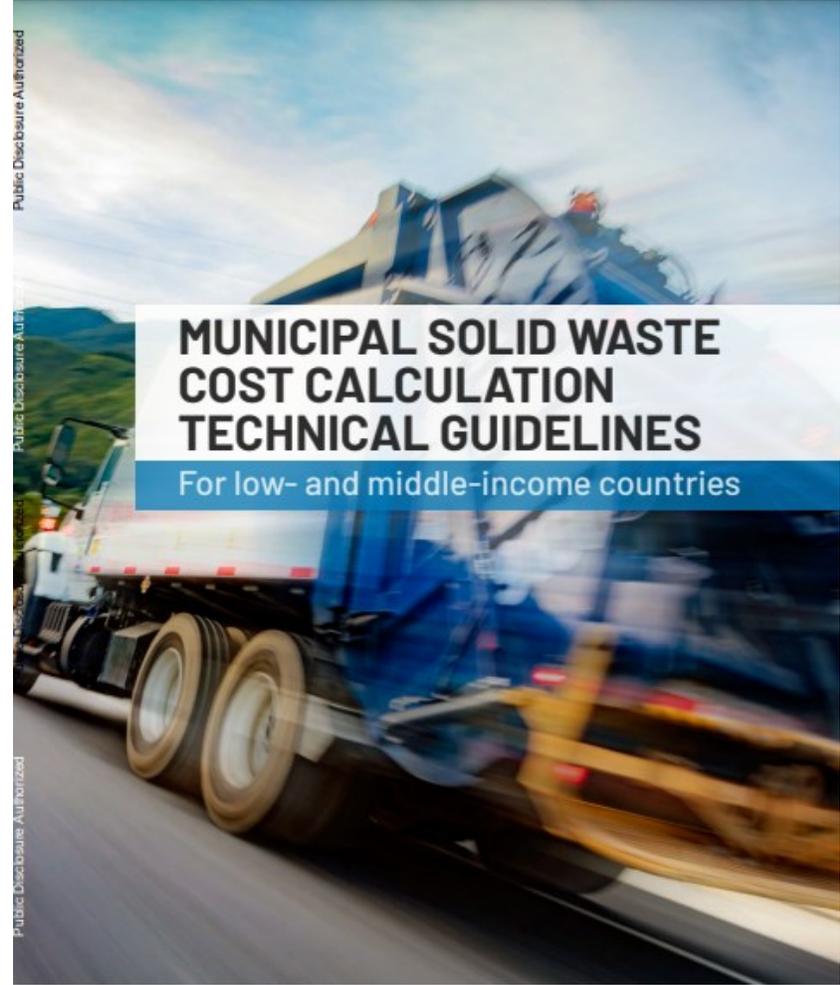
Quelques points à retenir pour l'avenir

- Il faut reconnaître que les volumes de déchets vont probablement continuer à augmenter. Si rien ne change, ce secteur aura des répercussions négatives importantes sur la santé, l'environnement, la qualité de vie, le développement économique local, l'aggravation des inondations et le budget des municipalités.
- En même temps, ce secteur offre un énorme potentiel en termes d'emplois et d'économie circulaire.
- Reconnaître la nécessité d'un changement et obtenir un soutien politique est la première étape vers l'amélioration des performances du secteur.
- La gestion des déchets est une activité à coût net et nécessite un financement. Si les revenus provenant des sous-produits des déchets, tels que les matières recyclables, les tarifs énergétiques et les biocarburants, fournissent des recettes, celles-ci sont généralement bien inférieures au coût total de la gestion des déchets.
- Il est nécessaire de mettre l'accent sur le financement opérationnel afin de libérer le potentiel de capitaux privés supplémentaires : un financement opérationnel fiable et prévisible contribuera grandement à attirer le secteur privé et à apporter des capitaux.
- Les municipalités ne réalisent peut-être pas que leurs administrés paient déjà suffisamment pour soutenir un système de gestion des déchets de base de bout en bout.

Publications

Bridging the Gap in Solid Waste Management

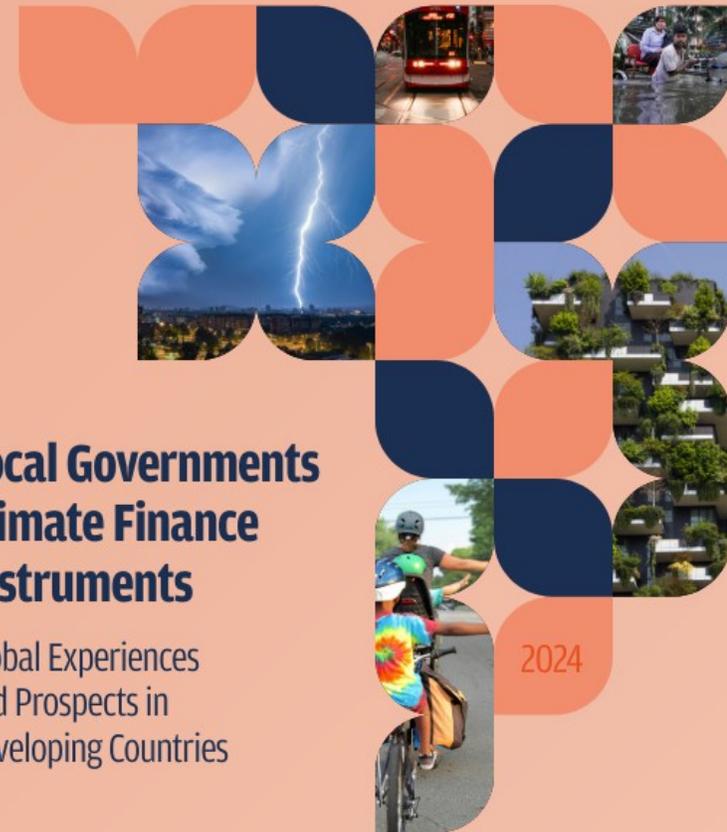
Governance Requirements for Results



MUNICIPAL SOLID WASTE COST CALCULATION TECHNICAL GUIDELINES

For low- and middle-income countries

A JOINT REPORT OF THE WORLD BANK AND THE UN CAPITAL DEVELOPMENT FUND



Local Governments Climate Finance Instruments

Global Experiences and Prospects in Developing Countries

2024